

Paris, le 3 décembre 2018



**L'heure est à la réponse  
aux revendications du peuple !!!!**

Après 2 semaines de contestation sociale, le gouvernement préfère s'enfermer dans son autisme habituel et répondre par la répression au mouvement social qui se manifeste.

Comme beaucoup, **la CGT ne peut qu'être affligée par les scènes de violences** qui ont émaillées les rassemblements de ce samedi 1er décembre. Cependant, elles ne doivent pas occulter le fait que le mécontentement populaire est réel ; que cette violence physique répond à la violence sociale subie par le peuple, salarié-e-s et privé-e-s d'emploi, retraité-e-s, étudiant-e-s, depuis des décennies.

En tant qu'organisation syndicale du ministère de l'intérieur, nous ne pouvons que regretter et condamner les violences à l'égard de nos collègues et les dégradations subies par les préfectures, les administrations, désormais symboles d'un état répressif et autoritaire contre le peuple. **La CGT condamne d'autant plus ces dégradations des lieux de service public car ces derniers sont des biens collectifs financés grâce aux impôts et autres taxes.**

Cependant, contrairement à d'autres, nous n'en appellerons pas à l'armée ou à l'état d'urgence qui ne feraient que rappeler les heures sombres et fascistes de notre histoire commune, avec les mêmes conséquences pour la vie des manifestants et la vie des policiers.

**Nous, salariés du ministère l'intérieur sommes impactés par la baisse du pouvoir d'achat** à travers le gel du point d'indice (pour les fonctionnaires) et l'absence de coup de pouce pour le SMIC (pour les contractuels), par l'injustice fiscale, et plus largement par la politique de modération salariale que nous subissons toutes et tous depuis plus de 20 ans.

La CGT est habitée par cette colère sociale, constatant que la modération salariale imposée a entraîné une crise sociale qui se concrétise par l'action des mouvements de ces dernières semaines. Cependant, la CGT demande **une augmentation immédiate des salaires** afin de rattraper ces années de stagnation de salariale : soit un chiffre de plus de 20 % d'augmentation.

Avec cette augmentation, à taxe constante, les services publics peuvent être renforcés puisque l'impôt recueilli augmentera de 20 %, les retraites ne seront pas soumises à un gel puisque le financement de la sécurité sociale augmentera de 20 %.

**Nous voulons une augmentation générale des salaires**, car ce sera également l'augmentation générale des budgets de l'État et de la sécurité sociale, car les patrons peuvent payer. S'ils peuvent s'évader fiscalement pour des centaines de millions, ils sont mesurés de financer cette augmentation. Il suffit, pour le gouvernement, de le décréter. Et s'ils veulent déménager, il suffit de nationaliser.

La CGT Intérieur veut, au travers de cette augmentation, **un recrutement immédiat de policier-e-s et d'agents** de préfectures afin de renforcer la sécurité au sein des frontières et de faire que plus aucune femme ou homme ne souhaite se suicider du fait d'une pression inadmissible pesant sur l'ensemble des services de l'État, sur l'ensemble des salarié-e-s de l'État.

Nous souhaitons également le maintien des cotisations sociales qui, loin d'être des charges, représentent une partie de notre salaire, socialisé et différé.

Les cortèges sont composés très majoritairement de femmes et d'hommes qui demandent à vivre du fruit de leur travail dans la dignité et la simplicité. Ce sont des mères, des pères, des enfants, peut-être même certains membres de notre propre famille. Comment pouvons-nous en appeler en pleine conscience à une répression aveugle ? **Servir ce n'est pas être servile !!!**

Pour nous le gouvernement doit entendre et répondre positivement aux revendications des salariés, retraités, privés d'emploi, étudiants. C'est la seule solution pour retrouver la paix sociale.